

Royaume-Uni : les héritages du Brexit continuent à faire tomber les gouvernements

ANALYSE · SCIENCES PO · TOM HUNTER

Avec la démission de Keir Starmer et l'avènement d'un septième Premier ministre depuis le référendum de 2016, le Brexit s'impose de nouveau au cœur de l'actualité britannique — comme s'il n'en était jamais vraiment parti. Tom Hunter, chercheur postdoctoral à l'Institut de science politique de l'Université de Zurich et chercheur invité au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po, montre que le Brexit a durablement reconfiguré la politique britannique bien au-delà du seul enjeu européen. Comment un vote tenu il y a près d'une décennie continue-t-il de structurer les identités, les clivages et le système partisan du Royaume-Uni ?

« Another one bites the dust ». Suite à la démission inévitable de Keir Starmer lundi, le Royaume-Uni se prépare à accueillir son septième Premier ministre depuis le référendum sur le Brexit. Une ode à la stabilité du scrutin uninominal majoritaire à un tour.

À vrai dire, les signaux s'étaient accumulés depuis un moment pour Starmer qui, confronté ces derniers mois à l'inévitabilité d'une contestation interne, s'était désespérément démené pour laisser quelque héritage. Au-delà de l'interdiction des réseaux sociaux pour les moins de 16 ans, l'une de ses propositions centrales aura été un rapprochement avec l'UE. Wes Streeting, candidat à la direction du parti et ministre dans son gouvernement, est allé encore plus loin en appelant purement et simplement au retour du Royaume-Uni dans l'Union. Et un sondage récent indique que la moitié des Britanniques souhaitent un nouveau référendum — dont un cinquième des électeurs de Reform (!). Après une décennie où les politiques britanniques semblaient tout faire pour éviter de rouvrir les plaies du référendum, cette soudaine vague de prises de position a surpris nombre d'observateurs continentaux. Le podcast hebdomadaire d'Euronews sur l'UE a peut-être le mieux résumé l'ambiance : Attendez... On reparle du Brexit ?

Pourtant, malgré ce retour en apparence surprenant du Brexit sur la scène politique, la vérité est qu'il ne l'a jamais vraiment quittée. Au contraire — sans toujours s'imposer objectivement à l'agenda —, le Brexit a restructuré la politique britannique selon trois axes interdépendants : en créant de nouvelles tribus politiques, en déplaçant les conflits politiques vers une dimension culturelle, et en inaugurant un nouvel âge de la politique multipartite au Royaume-Uni.

La création de nouvelles identités politiques durables

Le vote du 23 juin n'a pas seulement modifié la trajectoire économique et politique du Royaume-Uni — il a aussi fondamentalement transformé l'électeur britannique. Comme le montre un nouvel ouvrage de Sara Hobolt et James Tilley, le scrutin a engendré de nouvelles identités, cimentées par l'étroitesse du résultat et la longueur des négociations avec Bruxelles. Aujourd'hui encore, les Britanniques s'identifient plus fortement comme « Remainers » ou « Leavers » qu'à un parti politique.

Ces nouvelles identités sont au cœur de la polarisation qui a envahi le Royaume-Uni au cours de la dernière décennie. Les « Remainers » et les « Leavers » se perçoivent mutuellement comme « égoïstes », « hypocrites » et « obtus » — tout en se voyant eux-mêmes comme « intelligents », « honnêtes » et « ouverts d'esprit ». Ils désapprouvent l'idée que leur enfant épouse quelqu'un du camp adverse et résisteraient vivement à l'idée d'avoir un colocataire de l'autre bord. Lorsque les Européens pensent à la polarisation et aux dommages qu'elle peut causer, le regard se tourne souvent vers l'Atlantique. Pourtant, l'hostilité envers l'exogroupe entre Remainers et Leavers a atteint des niveaux égaux, voire supérieurs, à l'intense hostilité partisane entre républicains et démocrates aux États-Unis. Et si la polarisation est certes en hausse dans toutes les démocraties d'Europe occidentale, celle du Royaume-Uni est singulière tant par son intensité que par la manière dont elle se concentre sur ces identités politiques toutes nouvelles mais extrêmement puissantes.

« Aujourd'hui encore, les Britanniques s'identifient plus fortement comme "Remainers" ou "Leavers" qu'à un parti politique. »

Ce qui est peut-être le plus préoccupant, c'est que ces nouvelles identités ont fondamentalement modifié la façon dont les deux camps appréhendent le monde, chaque aspect de la vie économique et politique étant désormais lu à travers le prisme du Brexit. Prenons l'économie : avant le référendum, les perceptions économiques des « Leavers » et des « Remainers » étaient quasi identiques ; mais immédiatement après le vote, les « Remainers » estimaient que l'économie allait bien plus mal que ne le pensaient les « Leavers » — un écart qui s'est maintenu depuis lors. Ou encore les perceptions de la légitimité démocratique : le consentement des perdants est considéré comme un élément central du processus démocratique, mais il est largement absent dans le cas du Brexit : une majorité des électeurs du Remain déclarent systématiquement dans les sondages que la décision de quitter l'UE ne reposait pas sur un processus démocratique équitable.

Sans compréhension partagée du monde, les communautés politiques s'effiloquent — et ce danger n'est qu'amplifié par la façon dont le Brexit a déplacé la compétition vers une dimension

culturelle, où les enjeux sont bien plus clivants et polarisants que les questions économiques gauche-droite qui dominaient la politique britannique aux XX^e et début du XXI^e siècle.

La recomposition de la politique britannique autour de la dimension culturelle

À repenser à la politique d'avant la promesse de Cameron en 2013 d'organiser un référendum sur le maintien ou la sortie de l'UE, on a presque l'impression de se souvenir d'une époque révolue : le déficit et la manière d'y remédier était alors la question centrale, les conservateurs défendant leur bilan d'austérité au pouvoir, et les travaillistes plaidant pour davantage d'investissements et de fiscalité, notamment pour financer le NHS. La question européenne était à peine présente : seulement 6 % des électeurs considéraient la relation du Royaume-Uni avec l'UE comme le problème le plus important auquel le pays était confronté. Aujourd'hui, les mesures phares de l'ensemble du spectre politique portent sur toute une gamme de questions culturelles, des expulsions massives aux sanctions contre Israël.

Le Brexit a modifié la dimension sur laquelle s'articule la compétition politique au Royaume-Uni. En tant que question ne s'inscrivant jamais clairement dans la dimension économique gauche-droite, l'intégration européenne avait toujours eu le potentiel de creuser un fossé entre des partis qui se disputent sur cette dimension économique. C'est ce qui s'est vérifié en 2016 : conservateurs comme travaillistes (dans une moindre mesure) étaient divisés, et des indicateurs strictement économiques comme le revenu n'étaient pas des prédictors particulièrement fiables du vote référendaire. Ce sont au contraire les attitudes à l'égard du multiculturalisme et de l'immigration, ainsi que le niveau d'éducation, qui se sont révélés les plus déterminants.

La nouvelle centralité des questions culturelles se manifeste dans certaines des bases de données les plus utilisées en science politique. La Chapel Hill Expert Survey, par exemple, recense les positions et l'importance accordées par les partis aux enjeux économiques et culturels. Depuis le vote sur le Brexit, pour chaque année où des données ont été collectées (généralement juste avant des élections), la saillance moyenne des questions culturelles au sein des partis britanniques a dépassé celle des questions économiques — une inversion des dynamiques d'avant le référendum.

Il ne s'agit pas pour autant de minimiser l'importance de l'économie à une époque où la crise du coût de la vie se fait durement sentir. Le coût économique du Brexit, estimé à 6 % du PIB, est d'ailleurs l'un des facteurs qui pousse les élites travaillistes à chercher un nouveau départ dans les relations UE-Royaume-Uni. Mais même dans ce contexte économique difficile, l'immigration reste aussi importante que l'économie aux yeux des électeurs, et aussi prégnante qu'avant le référendum. Cette recomposition de la compétition politique est importante non seulement parce que les questions culturelles sont plus clivantes que les questions économiques, aggravant

ainsi la polarisation liée aux identités Brexit, mais aussi parce qu'elle ouvre des brèches électorales aux partis challengers qui s'affrontent sur la dimension culturelle.

L'avènement de la fragmentation et du multipartisme au Royaume-Uni

Ensemble, la combinaison de nouvelles identités politiques et de la nouvelle centralité de la dimension culturelle fait entrer la Grande-Bretagne dans un âge de fragmentation et de multipartisme. Prenons la récente élection partielle à Gorton et Denton, où les Verts et Reform — partis représentant les pôles opposés de la dimension culturelle rendue saillante par le Brexit — se sont disputé la première place. Les travaillistes et les conservateurs, qui raflaient régulièrement les trois quarts des voix, sont désormais crédités de moins de 20 % chacun dans les derniers sondages YouGov. L'effondrement de la domination bipartite dans la politique britannique, favorisé par l'affaiblissement des loyautés de classe stables et des appartenances partisans, semble désormais consommé, avec cinq partis significatifs en Angleterre et davantage de partis régionalistes en Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord.

Dans le même temps, la compétition électorale en Grande-Bretagne ne s'organise pas seulement autour de ces cinq partis, mais autour de deux blocs : un bloc « Remain » composé des Verts, des travaillistes et des Lib-Dems, et un bloc « Leave » réunissant les conservateurs et Reform. Les transferts de voix au sein des blocs sont fréquents, les transferts entre blocs sont rares, ce que confirme la similitude intra-bloc des attitudes sur toute une série de questions saillantes : l'Europe bien sûr, mais aussi les positions sur l'immigration, le zéro carbone net et l'histoire controversée de la Grande-Bretagne.

Il est peut-être ironique qu'en quittant l'UE, la politique britannique ait commencé à ressembler à celle du continent, avec cette nouvelle multiplicité de partis et un septième Premier ministre depuis 2016 en route. Ce nouveau contexte multipartite a ravivé les appels à une réforme électorale, des députés de partis traditionnellement dominants réclamant eux aussi le changement. Si la représentation proportionnelle semble encore très improbable à ce stade, le seul fait qu'elle soit à l'ordre du jour confirme l'une des nombreuses contradictions du Brexit : loin de régler la question européenne « une bonne fois pour toutes », il a au contraire ancré durablement la relation du Royaume-Uni avec l'UE dans la politique britannique pour les décennies à venir. Et ces politiques, avec leur instabilité et leur défilé de dirigeants, ressemblent de plus en plus à celles de leurs voisins européens.